

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Motril, le 3 janvier 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,
F. AERTS

MINISTERE DES COMMUNICATIONS

F. 85 — 183

6 DECEMBRE 1984. — Arrêté ministériel, pris en exécution de l'arrêté royal du 28 mars 1984 portant émission d'une nouvelle valeur postale

Le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 1984 portant émission d'une nouvelle valeur postale,

Arrête :

Article 1er. La pochette, dite de promotion, à la valeur de 200 francs, est constituée d'une enveloppe transparente scellée contenant 5 postograms. Elle porte une étiquette mentionnant « 5 = 4 : 200 F ».

Art. 2. La pochette sera mise en vente du 1er décembre 1984 au 31 janvier 1985.

Art. 3. L'administrateur général de la Régie des Postes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 décembre 1984.

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 3 januari 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu
F. AERTS

MINISTERIE VAN VERKEERSWEZEN

N. 85 — 183

6 DECEMBER 1984. — Ministerieel besluit, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 28 maart 1984 houdende uitgifte van een nieuwe postwaarde

De Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 1984 houdende uitgifte van een nieuwe postwaarde,

Besluit :

Artikel 1. Het voordeelpakket, ter waarde van 200 F, is samengesteld uit een verzegelde en doorschijnende omslag, bevattende 5 postogrammen. Op deze omslag wordt een zelfklever aangebracht met de vermelding « 5 = 4 : 200 F ».

Art. 2. Het pakket zal worden verkocht vanaf 1 december 1984 tot en met 31 januari 1985.

Art. 3. De algemeen beheerder van de Regie der Posterijen is met de uitvoering van dit besluit belast.

Brussel, 6 december 1984.

P. D'HONDT-VAN OPDENBOSCH.

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 85 — 184

18 DECEMBRE 1984

Décret organisant l'Enseignement à distance de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Pour l'application du présent décret il faut entendre par :

1° enseignement à distance : l'enseignement par l'échange périodique entre l'élève correspondant et le pouvoir organisateur de directives de travail, de travaux effectués conformément à ces directives,

de corrections de travaux et de tout document audio-visuel ou autre nécessaire à cet enseignement;

2° « cours à distance » : l'ensemble des matières préparant à un des examens, concours ou formation, visés à l'article 2;

3° « élève correspondant » : l'élève qui suit une ou plusieurs matières pour lesquelles il effectue les travaux qui lui sont demandés;

4° l'Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française.

(1) Session 1983-1984 :

Documents du Conseil. — N° 151, n° 1. Projet de décret. — N° 151, nos 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10. Amendements. — N° 151, n° 11. Rapport.

Session 1984-1985 :

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 13 décembre 1984.

Art. 2. § 1^{er}. La Communauté française organise un enseignement à distance préparant aux épreuves à subir devant les jurys d'examens institués par le Roi en exécution des lois sur l'enseignement, à l'exception de ceux prévus à l'article 40 des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, ainsi qu'aux examens et concours administratifs organisés par l'Etat, la Communauté française, la région, les provinces, les communes ou des organismes d'intérêt public. Elle crée, lorsque le besoin s'en fait sentir, des cours nécessaires à cet effet.

§ 2. La Communauté française organise pour les élèves de nationalité belge d'expression française résidant en dehors du territoire de la Communauté un enseignement à distance sur base des cours et des programmes suivis dans l'enseignement en Communauté française.

L'organisation de cet enseignement est conditionnée par l'absence de cours analogues ou par l'existence de programmes différents dans l'enseignement dispensé sur le lieu de résidence extérieur au territoire de la Communauté.

§ 3. La Communauté française organise tous les cours d'enseignement à distance qu'elle juge nécessaire à la formation continuée des enseignants de l'enseignement de plein exercice et de promotion sociale.

§ 4. La Communauté française organise tous les cours d'enseignement à distance qu'elle juge nécessaire au développement de la personnalité pour une meilleure insertion sociale, professionnelle et scolaire.

Art. 3. Les cours de la Communauté française sont gratuits.

Aucun droit d'inscription direct ou indirect ne peut être perçu ou accepté.

Toutefois, en ce qui concerne les cours organisés en application de l'article 2, § 2, l'Exécutif de la Communauté française peut percevoir un droit d'inscription pour les élèves correspondants qui ne sont pas Belges d'expression française.

Seule peut être perçue une redevance dont le montant sera fixé par l'Exécutif pour la fourniture de feuilles de devoirs, d'enveloppes et l'usage de tout matériel audio-visuel et autre.

Art. 4. § 1^{er}. Il est créé un service d'inspection de l'enseignement à distance qui est chargé de contrôler la progression des cours conformément au programme des branches enseignées et le niveau des études des cours de la Communauté française.

§ 2. L'Exécutif fixe le cadre, règle l'organisation et l'inspection et procède à la nomination des inspecteurs.

Art. 5. Il est créé auprès de l'Exécutif un conseil supérieur de l'enseignement à distance chargé de donner à l'Exécutif soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci, des avis sur toute question relative à l'enseignement à distance.

Sa composition et son fonctionnement sont réglés par l'Exécutif.

Art. 6. Les cours organisés par la Communauté française sont créés par l'Exécutif. Ils sont dispensés en français. Les programmes sont établis en fonction de ceux des concours, des examens et des formations auxquels les cours préparent.

Les autres modalités d'organisation et de fonctionnement sont réglées par l'Exécutif.

Art. 7. § 1^{er}. Les professeurs de cours à distance de la Communauté française sont choisis :

1. soit parmi les porteurs des titres requis ou jugés suffisants pour l'enseignement de la branche, demandeurs ou titulaires d'un emploi de professeur dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale organisé dans la Communauté française;

2. soit parmi les fonctionnaires de premier niveau des administrations de l'Etat, de la Communauté, des Régions et des organismes d'intérêt public, lorsqu'il s'agit de l'enseignement de matières administratives.

Ils sont désignés par l'Exécutif pour un terme de deux ans renouvelable.

§ 2. L'Exécutif peut faire appel dans les conditions fixées par lui à des enseignants de l'enseignement de plein exercice mis en disponibilité.

Ils sont désignés par l'Exécutif pour un terme d'un an renouvelable.

§ 3. L'Exécutif peut également faire appel à des spécialistes pour les cours à distance visés aux §§ 3 et 4 de l'article 2.

§ 4. L'Exécutif peut, par convention, charger une personne publique ou privée de la conception et de la réalisation de cours à distance visés à l'article 2, §§ 3 et 4.

Art. 8. Les professeurs de cours à distance de la Communauté française sont rémunérés sur base d'un contrat dont les modalités sont définies par l'Exécutif. L'Exécutif détermine également les prestations maxima des professeurs, compte tenu de leurs autres prestations.

Art. 9. L'Exécutif charge son Ministre de l'Enseignement de la mise en application des dispositions prévues par le présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 1984.

Le Ministre-Président chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures,

Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 184

18 DECEMBER 1984

Decreet houdende organisatie van het Afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° afstandsonderwijs : het onderwijs door periodieke uitwisseling tussen de corresponderende leerling en de inrichtende macht van werkcrichtlijnen, van overeenkomstig deze richtlijnen uitgevoerde opgaven, van verbeterde opgaven en van elk audiovisueel document of ander document dat voor dit onderwijs noodzakelijk is;

2° « afstandscursus » : het geheel van de vakken die dienen tot voorbereiding voor één van de examens, vergelijkende examens of opleidingen bedoeld in artikel 2;

3° « corresponderende leerling » : de leerling die een of meerdere vakken volgt waarvoor hij de opgaven uitvoert die van hem worden geveerd;

4° de Executieve : de Executieve van de Franse Gemeenschap.

Art. 2. § 1. De Franse Gemeenschap organiseert een afstandsonderwijs dat voorbereidt voor de examens die afgelegd moeten worden voor de examencommissies, ingesteld door de Koning in uitvoering van de wetten op het onderwijs, met uitzondering van deze bepaald in artikel 40 van de wetten op het toekennen van academische graden en het programma van de universitaire examens, evenals voor de administratieve examens en vergelijkende examens die door de Staat, de Franse Gemeenschap, het gewest, de provincien, de gemeenten of de instellingen van openbaar nut georganiseerd worden. Daartoe richt ze, zo nodig, cursussen op.

§ 2. Voor de franstalige leerlingen van Belgische nationaliteit die buiten het grondgebied van de Gemeenschap verblijven organiseert de Franse Gemeenschap een afstandsonderwijs op grond van de cursussen en programma's die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap gevolgd worden.

De organisatie van dit onderwijs wordt bepaald door het gebrek aan soortgelijke cursussen of door het voorhanden zijn van programma's die verschillend zijn in het onderwijs dat gegeven wordt op de verblijfplaats buiten het grondgebied van de Gemeenschap.

§ 3. De Franse Gemeenschap organiseert alle cursussen van afstandsonderwijs die ze noodzakelijk acht voor de voortgezette opleiding van de leerkrachten van het onderwijs met volledig leerplan en van sociale promotie.

§ 4. De Franse Gemeenschap organiseert alle cursussen van afstandsonderwijs die ze noodzakelijk acht voor de ontwikkeling van de persoonlijkheid met het oog op een betere sociale, beroeps- en schoolintegratie.

Art. 3. De cursussen van de Franse Gemeenschap zijn kosteloos. Geen rechtstreeks of onrechtstreeks inschrijvingsgeld mag worden gevorderd of aangenomen.

Nochtans, voor de cursussen die georganiseerd worden in toepassing van artikel 2, § 2, mag de Franse Gemeenschapsexecutieve een inschrijvingsgeld vorderen voor de corresponderende leerlingen die geen franstalige Belgen zijn.

Alleen een bijdrage mag gevorderd worden waarvan het bedrag door de Executieve zal worden vastgesteld voor de levering van huiswerkpapier, omslagen en voor het gebruik van elk audiovisueel materiaal of ander materiaal.

Art. 4. § 1. Er wordt een inspectiedienst van het afstandsonderwijs opgericht die belast is met het toezicht op de vooruitgang van de cursussen naar het programma van de onderwezen vakken en op het Studieniveau van de cursussen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Executieve stelt het kader vast, regelt de organisatie en de inspectie en benoemt de inspecteurs.

Art. 5. Er wordt bij de Executieve een hoge raad voor afstandsonderwijs opgericht, die belast is met het geven aan de Executieve, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Executieve, van adviezen over elke kwestie met betrekking tot het afstandsonderwijs.

Zijn samenstelling en zijn werking worden door de Executieve geregeld.

Art. 6. De door de Franse Gemeenschap georganiseerde cursussen worden door de Executieve opgericht. Zij worden in het Frans gegeven. De programma's worden opgesteld op grond van die van de vergelijkende examens, de examens en de opleidingen waarvoor de cursussen voorbereiden.

De andere organisatie- en werkingsmodaliteiten worden door de Executieve geregeld.

Art. 7. § 1. De leraren voor de afstandscursussen van de Franse Gemeenschap worden gekozen :

1. hetzij onder de houders van bekwaamheidsbewijzen die vereist zijn of voldoende geacht worden voor het onderwijzen van het vak, die ofwel solliciteren naar ofwel titularissen zijn van een leraarsbetrekking in het onderwijs met volledig leerplan of van sociale promotie, georganiseerd in de Franse Gemeenschap;

(1) Zitting 1983-1984 :

Bescheiden van de Raad. — Nr. 151, nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 151, nrs. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10. Amendementen. — Nr. 151, nr. 11. Verslag.

Zitting 1984-1985 :

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 december 1984.

2. hetzij onder de ambtenaren van het eerste niveau van de besturen van de Staat, de Gemeenschap, de Gewesten en de instellingen van openbaar nut, als het gaat om het onderwijzen van bestuurszaken.

Zij worden door de Executieve voor een hernieuwbare termijn van twee jaar aangewezen.

§ 2. De Executieve mag, in de door haar vastgestelde voorwaarden, een beroep doen op ter beschikking gestelde leerkrachten van het onderwijs met volledig leerplan.

§ 3. De Executieve mag eveneens een beroep doen op specialisten voor de in de §§ 3 en 4 van artikel 2 bedoelde afstandscursussen.

Zij worden door de Executieve voor een hernieuwbare termijn van een jaar aangewezen.

§ 4. De Executieve mag, bij overeenkomst, een openbare of particuliere persoon belasten met het ontwerpen en het verwezenlijken van in artikel 2, §§ 3 en 4, bedoelde afstandscursussen.

Art. 8. De leraren van de afstandscursussen van de Franse Gemeenschap worden bezoldigd op grond van een contract waarvan de modaliteiten door de Executieve zijn vastgesteld. De Executieve bepaalt eveneens de maximale prestaties van de leraren, rekening houders met hun andere prestaties.

Art. 9. De Executieve belast zijn Minister van Onderwijs met de uitvoering van de door dit decreet voorgeschreven bepalingen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 1984.

De Minister-Voorzitter, belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,

R. URBAIN

VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 185

7 NOVEMBER 1984. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot aanwijzing, voor het Vlaamse Gewest, van Ambtenaren die bevoegd zijn voor het opsporen en vaststellen van de inbreuken op de regelen ter bestrijding van de geluidshinder

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid artikel 9;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Gemeenschapsminister van Leefmilieu, Waterbeleid en Onderwijs,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor toepassing van dit besluit wordt verstaan onder « de Gemeenschapsminister » : het lid van de Vlaamse Executieve tot wiens bevoegdheid de bescherming van het leefmilieu behoort.

Art. 2. Voor het opsporen en het vaststellen van de inbreuken op de regelen ter bestrijding van de geluidshinder zijn bevoegd :

1° de hierna vermelde ambtenaren van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap :

— de technische ambtenaren van het Bestuur voor Leefmilieu van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu;

— de geneesheren van de Gezondheidsinspectie van de Administratie voor Gezondheidszorg;

2° die technische ambtenaren van de provincies en de gemeenten alsmede die agenten van de gemeentelijke politie welke ofwel in het bezit zijn van een bekwaamheidsbewijs waaruit blijkt dat zij een opleiding hebben genoten overeenkomstig de bepalingen van dit besluit, ofwel overeenkomstig deze bepalingen van het in artikel 3, § 1, 1° en 2°, vermeld onderricht zijn vrijgesteld.

Art. 3. § 1. De in artikel 2, 2° bedoelde opleiding omvat :

1° twaalf uren theoretisch onderricht aangaande de grondbeginselen inzake :

- elementaire fysische begrippen in verband met de geluidsleer;
- geluidsgrootheden en -begrippen;
- gehoor, gehoorschade, effecten van lawaai, geluidshinder;
- begrippen van lawaai-beheersing;
- meettechnieken en apparatuur;
- geluidsreglementering;

2° twaalf uren praktisch onderricht over het meten van het geluidsniveau afkomstig van geluidsbronnen, ondermeer van die bronnen die gereguleerd zijn met het oog op de bestrijding van de geluidshinder;

3° een bekwaamheidsproef over het theoretisch en praktisch onderricht nadat dit onderricht volledig gegeven is.

§ 2. De Gemeenschapsminister kan op gemotiveerde aanvraag van de betrokkene geheel of gedeeltelijk vrijstelling verlenen van het theoretisch en het praktisch onderricht.

Art. 4. § 1. De in artikel 2, 2° bedoelde opleiding mag enkel gegeven worden door de instellingen die daartoe erkend zijn door de Gemeenschapsminister, na gemotiveerd advies van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

§ 2. De instellingen moeten afhangen van een openbaar bestuur of van een Vlaamse universiteit of instelling voor hoger technisch onderwijs van het lange type.

§ 3. Met het oog op hun erkenning richten de instellingen een ter post aangetekend schrijven tot de Gemeenschapsminister waarin zij aantonen :

1° over gekwalificeerde medewerkers te beschikken die, hetzij houder zijn van een diploma van burgerlijk ingenieur, industrieel ingenieur of licentiaat in de wetenschappen en ten minste één jaar praktische ervaring kunnen bewijzen in verband met de in artikel 3, § 1, 1°, vermelde beginselen; hetzij minstens vijf jaar praktische ervaring kunnen bewijzen in verband met deze beginselen.

2° over de nodige lokalen en materiële uitrusting te beschikken.

§ 4. De instellingen moeten zich onderwerpen aan de controle die wordt uitgevoerd door de in artikel 2, 1°, eerste lid, vermelde ambtenaren die worden uitgenodigd tot het bijwonen van de bekwaamheidsproef.

§ 5. Wanneer de in § 4 van dit artikel genoemde ambtenaren vaststellen dat een erkende instelling niet meer voldoet aan de in § 3 van dit artikel bepaalde voorwaarden, dan stellen zij de instelling hiervan door middel van een ter post aangetekend schrijven in kennis. Indien de instelling binnen dertig dagen na verzending van vermeld schrijven niet aan de in § 3 van dit artikel bepaalde voorwaarden voldoet, dan kan de Gemeenschapsminister, op gemotiveerd advies van de Administratie voor Ruimtelijke Ordening en Leefmilieu van het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, de erkenning opheffen.